

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je voudrais demander au ministre des Finances suppléant pour-quoi le Trésor du Canada et le premier ministre s'opposent à la promesse faite aux Canadiens de mettre sur pied un programme national de garderies.

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il, à la Chambre aujourd'hui, de s'engager à financer, au moins, comme il le promettait lors de discussions fédérales-provinciales, les 30 000 places proposées par la province de l'Ontario et les 60 000 places proposées par la province de Québec, ainsi que les milliers d'autres places dans l'ensemble du pays pour les millions d'enfants qui sont dans le besoin?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral n'a mis obstacle à rien. Franchement, ce genre de commentaire stupide est fait si souvent que la députée n'ajoute rien à la question des garderies ou au débat dans cette Chambre.

La réalité, c'est que nous négocions avec les provinces. Nous avons un plan que nous voulons mettre en oeuvre avec elles. Naturellement, je ne vais pas présenter . . .

Mme Copps: Vous ne tenez pas parole.

M. Epp (Provencher): Ce n'est pas vrai. Vendredi dernier la députée disait que j'étais à Ottawa, alors que j'étais en Alberta. Elle disait que je faisais quelque chose au sujet du sang, alors que j'assistais à une stratégie sur les drogues. Voilà la précision de la députée, ici ou ailleurs.

M. le Président: À l'ordre.

* * *

LE PIÉGEAGE DES ANIMAUX À FOURRURE

LA MESURE LÉGISLATIVE BRITANNIQUE SUR L'ÉTIQUETAGE

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et elle porte sur la question de l'étiquetage des fourrures au Royaume-Uni. Comme le ministre le sait, on a retardé le dépôt de la mesure législative sur l'étiquetage des fourrures au Royaume-Uni, mais il est prévu qu'elle pourrait être étudiée d'urgence très bientôt.

Nous apprécions les efforts déployés par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et les démarches qu'il a entreprises à ce sujet auprès de membres influents du Cabinet britannique. Je me suis rendue récemment au Royaume-Uni où j'ai rencontré un certain nombre de députés et de lords.

Que fait le gouvernement pour sensibiliser les députés du Parlement britannique et les membres de la Chambre des lords à la position des parlementaires canadiens en matière d'étiquetage des fourrures?

L'hon. Bill McKnight (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, j'apprécie l'appui de la députée et de son parti sur la question des fourrures et de ses

Questions orales

incidences sur les chasseurs et les trappeurs canadiens et sur le maintien de leur mode de vie.

Il importe de signaler que mon collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a exprimé officiellement les inquiétudes du Canada. Nous avons pu participer à l'exposition du *British Museum* et contribuer ainsi à assurer la survie des autochtones et à faire connaître le message très important de groupes autochtones. J'espère que les parlementaires et le gouvernement du Royaume-Uni vont envisager sérieusement les répercussions de cette initiative sur la capacité des autochtones de gagner leur vie, de participer à une activité économique et de poursuivre une tradition dont la valeur culturelle est reconnue.

Les démarches de notre commissaire, M. McMurtry, pour faire connaître la position canadienne et les pressions que continueront d'exercer la députée du Yukon et d'autres députés de toute allégeance pour faire en sorte que l'importance de ce secteur pour la population canadienne soit bien comprise au Royaume-Uni, sont vitales.

L'APPUI APPORTÉ PAR LE GOUVERNEMENT À UNE CAMPAGNE D'INFORMATION EN GRANDE-BRETAGNE

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, nous savons tous que le projet de loi britannique est non seulement hostile au piégeage mais aussi à l'industrie de la fourrure. Il est, par conséquent, très important de prendre des mesures très énergiques.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre combien d'argent le gouvernement canadien a dépensé en Grande-Bretagne pour mener une campagne d'information visant expressément les hommes politiques? Certains des autres organismes ont des programmes qui visent le grand public, mais on m'a dit que les hommes politiques britanniques étaient très mal informés d'une manière générale.

Le ministre pourrait-il nous dire combien d'argent a été dépensé approximativement au Royaume-Uni pour riposter contre cette mesure législative antifourrure?

L'hon. Bill McKnight (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, les Affaires extérieures ont dépensé quelque 8,1 millions de dollars pour établir un tel programme. Cet argent a servi à aider des groupes de trappeurs et d'autochtones, notamment l'industrie canadienne de la fourrure, à présenter très énergiquement le point de vue que le gouvernement et des députés ont exprimés à la Chambre.

Je suis heureux d'avoir l'appui de la députée et de son parti en ces moments très difficiles où non seulement le piégeage est menacé, mais aussi l'industrie canadienne de la fourrure. J'espère qu'on me conservera cet appui. Je lui saurai gré de rester en rapport avec ses homologues britanniques et d'essayer de les convaincre, comme nous avons essayé de convaincre le gouvernement britannique, d'intervenir en faveur de cette industrie canadienne.